

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORECO-Luprie

Boulevard Oscar Planat
16100 Cognac

Références : 2025 360 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement ORECO-Luprie implanté Luprie 16100 Cognac. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans, le cadre du PPC et plus particulièrement en vue du récolement de l'APC de 2024 visant l'amélioration de la sécurité de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORECO-Luprie
- Luprie 16100 Cognac
- Code AIOT : 0007205423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à stocker 4 500 m³ d'alcools de bouche répartis sur 3 chais accolés.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 4 | Dispositions constructives des chais de stockage d'alcools | Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 5 | Rétention et récupération effluents | Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 10 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.3 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 11 | Protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article / | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 1 | Situation administrative et consistance des installations | Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 2 et 3 |
| 2 | Remplacement des émulseurs par des non fluorés | Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1 |
| 3 | Défense incendie de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 4 |
| 6 | Regards siphonides | Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 7 |
| 7 | Events cuves inox – surpression | Arrêté Préfectoral du 08/01/1900, article 4 |
| 8 | Accès pompiers | Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 10 |
| 9 | Accès site | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |
| 12 | Alarme incendie | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.5.3 |
| 13 | Extincteurs | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.5.3 |
| 14 | Désenfumage | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.5.3 |
| 15 | Circulation des pompiers | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |
| 16 | Circulation dans les chais – évacuation personnel | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |
| 17 | Stockages d'alcools extérieurs | Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les travaux de renforcement de la sécurité incendie du site et de la prévention des pollutions avaient été réalisés conformément aux dispositions de l'APC de 2024.

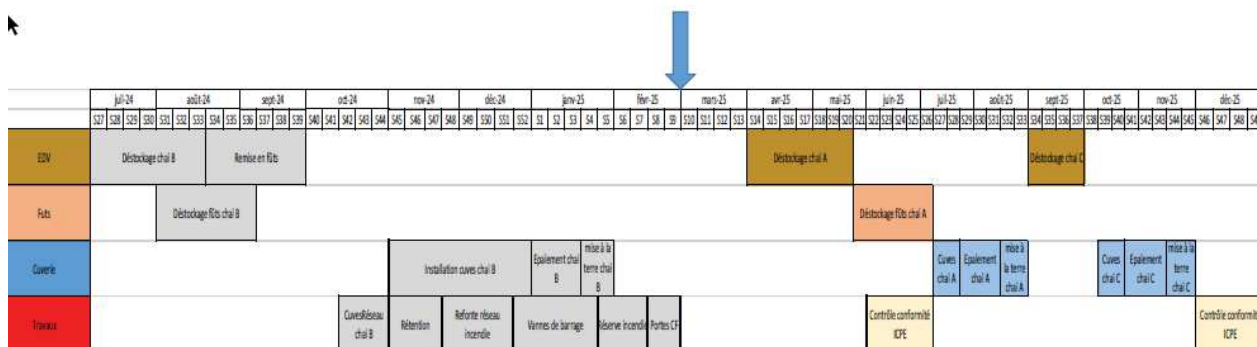
Les travaux pour la mise en configuration des chais est en cours de réalisation et seront finalisés pour fin 2025 (le chai B est conforme à la configuration des stockages demandés par l'APC de 2024).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative et consistance des installations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 2 et 3 |
| Thème(s) : Situation administrative, conformité |
| Prescription contrôlée : Article 2 : QSP de 4500 m ³ Article 3 : Pour les chais A, B et C, la configuration est la même : -au plus 1500 m ³ sont stockés en cuves inox de 33 m ³ chacune (45 cuves par chai) ; -au plus 730 m ² sont dédiés au stockage d'alcools par chai sur les 1200 m ² au sol. Les installations de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV > 40 % vol. autorisées par le présent arrêté sont stockées dans des cuves inox sur une surface réduite de 730 m ² à l'intérieur des chais. Ces cuves inox sont implantées à l'intérieur d'une cuvette de rétention étanche (dont la hauteur est d'au moins 50 cm) et permettant de récupérer les eaux de vie s'écoulant des cuves. Cette cuvette de rétention est reliée à la rétention du site via le réseau d'extinction des effluents enflammés situé à l'extérieur des chais. Aucun stockage d'alcools de bouche, de matières inflammables et/ou combustibles n'est autorisé en dehors des 730 m ² suscités. En cas de modifications des quantités et types de stockage d'alcools, l'exploitant adresse à l'inspection un porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires. + Plan en annexe : conformité |
| Constats : Au jour de l'inspection, seul le chai B est dans la configuration demandée par l'APC de 2024. L'inspection a bien constaté que le muret ceinturant la zone de stockage d'alcools était bien d'une hauteur de 50 cm et aucun stockage d'alcools et de combustibles n'a été constaté en dehors des 730 m ² sus-cités. Les chais A et C doivent être aménagés suivant le calendrier ci-dessus et le site sera conforme aux configurations imposées au plus tard pour la fin 2025. Calendrier de mise en conformité : |

Planning de modernisation site de Luprie révisé pour l'année 2025:



S'agissant de l'état des stocks, l'exploitant a transmis la situation au 21/02/2025 :

- chai A : 9290 hl ;
- chai B : 4495 hl ;
- chai C : 14250 hl

Les volumes stockés sont en deçà des QSP autorisées par chais de 1500 m³.

L'état des stocks transmis pour le 13/03/2025 était le suivant : chai A : 940 m³, chai B : 923,8 m³ et chai C : 1260,6 m³. La QSP réglementaire par chai et globale est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remplacement des émulseurs par des non fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de L'article 4.

Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles

Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant

contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'exploitant a uniquement recours à des émulseurs pour les PIA présents sur site.

La fiche de données de sécurité du produit ECOPOL a été présentée à l'inspection et il est indiqué que c'est « un émulseur synthétique polyvalent sans fluor ».

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'émulseur du nouveau PIA situé au niveau de la fosse d'extinction était sans fluor (« Profoam »).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Défense incendie de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'une capacité suffisante d'eau pour assurer la défense incendie de l'établissement ; cette capacité peut être répartie entre plusieurs réserves d'eau sur site. Les réserves sont aménagées pour permettre la manœuvre des engins de secours, elles sont notamment équipées d'aires d'aspiration fixes permettant le stationnement des engins de secours (au minimum de 4).

En ce sens, l'établissement dispose notamment sur site de deux réserves d'eau de capacité respective de 750 m³ (3 lignes d'aspiration fixes) et 140 m³ (1 ligne d'aspiration fixe).

À proximité de la fosse d'extinction, l'exploitant met en place un PIA (RIA dopé à la mousse) pour permettre de réalimenter en eau la fosse d'extinction et de réaliser un tapis de mousse au niveau de la fosse d'extinction.

Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence des deux réserves incendie de 750 m³ et 140 m³ munies des prises d'aspiration pour les engins du SDIS requises.

Aussi, le PIA dopé à la mousse était bien présent au niveau de la fosse d'extinction. L'émulseur utilisé était identifié comme étant non fluoré.

La réserve de 750 m³ était pleine (environ 6 mCE sur le manomètre) et la réserve de 140 m³ était bien dotée de son niveau haut. Les deux réserves sont ré-alimentées automatiquement par le réseau d'eau de ville.

L'exploitant a précisé que la réserve de 750 m³ devait être prochainement réceptionnée par le

SDIS pour que lui soit adressée un numéro de PEI.

À l'issue, l'exploitant s'est engagé à mettre des affichages pour identifier les réserves incendie, leur volume, et préciser les zones de stationnement des engins du SDIS et l'interdiction de stationner sur ces places réservées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives des chais de stockage d'alcools

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les murs extérieurs des chais de stockage d'alcools de bouche sont REI 240 (coupe-feu 4 heures). Les chais A, B et C sont séparés entre eux par des murs REI 240 (coupe-feu 4 heures) dépassant en toiture d'au moins 1 m.

Les dépassements (acrotères) d'au moins 1 m sont le prolongement des murs coupe-feu 4 heures et à cet effet, ces dépassements doivent être également qualifiés coupe-feu 4 h pour limiter la propagation d'un incendie par la toiture.

Enfin, les portes coupe-feu séparant les chais contigus entre eux (portes dites « inter-chais ») sont a minima de classe EI 120 (doublement des portes coupe-feu actuelles EI 60 attendu). L'exploitant se met en conformité dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté soit :

- par la mise en place du doublement des portes supra pour atteindre un requis EI 120 ou par le remplacement des portes EI 60 par des portes EI 120 ;

- par le comblement des accès entre chais par des matériaux qualifiés coupe-feu en cohérence avec le degré coupe-feu de la paroi séparative (les justificatifs attestant du degré coupe-feu sont tenus à la disposition de l'inspection).

Constats :

Concernant les séparations entre chais contigus, l'exploitant a précisé avoir mis en place des portes coupe-feu EI 120. En outre, l'exploitant a transmis les photographies attestant du caractère EI 120 de portes coupe-feu datant de 2025 de séparation entre les chais A et B et entre les chais B et C.

La visite terrain a permis de confirmer que les portes sont bien coupe-feu 2h.

Les murs des chais semblent disposer des caractéristiques REI 240 et aucune ouverture / ouvrants non CF 4h n'a été constatée. Il appartient en revanche à l'exploitant de disposer des justificatifs pour attester du respect du degré coupe-feu des murs de ses chais.

Enfin entre les chais accolés, il a bien été constaté un dépassement en toiture au niveau des parois séparatives constitué d'un acrotère dont la hauteur n'a pas été vérifiée faute de moyens d'accès en toiture. Le degré CF 4h des acrotères n'a pas été vérifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier que les murs coupe-feu des chais de stockage d'alcools sont bien REI 240 et que les acrotères sont coupe-feu 4 h

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Rétention et récupération effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.</p> <p>...</p> <p>L'exploitant dispose à proximité de la fosse d'extinction un PIA avec émulseur utilisable pour constituer un tapis de mousse dans la fosse pour éviter la ré-inflammation des effluents avant envoi vers la rétention étanche déportée.</p> <p>Au vu des modifications portées par le porter à connaissance du 08/07/2024 susvisé, la rétention étanche déportée doit être portée à une capacité minimale de 750 m³.</p> <p>En cas de débordement de la rétention les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p> <p>En ce sens, les effluents en cas de débordement sont recueillis dans une noue située entre les chais et la limite de propriété du côté Sud-Ouest du site. Un merlon est mis en place en périphérie de cette noue. Une vanne est mise en place en sorties de chacun des trois chais pour permettre de fermer le réseau d'évacuation des effluents afin de disposer d'une rétention additionnelle pour limiter les débordements de 360 m³ en intérieur des chais.</p> <p>Enfin, l'ensemble des effluents récupérés doit être confiné dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.</p> <p>De manière générale, les dispositifs d'isolement (vannes...) et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne ; à cet effet, des essais de manœuvrabilité et d'étanchéité sont réalisées périodiquement sur lesdites vannes..</p> <p>Pour ce qui concerne le transfert des eaux d'extinction / des épandages d'alcools... dans les réseaux de tuyauteries enterrées donnant vers la rétention de 750 m³ en tant que tels, l'exploitant</p> |

s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction.

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise périodiquement sans excéder 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et, le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de récolement de la rétention déportée établi par la société GARRAUD TP. La capacité de la rétention déportée est de 759,87 m³ sous le fil de l'eau. Elle est donc conforme.

Aussi, l'exploitant a précisé que le récolement du bassin de rétention exécuté intègre une « hauteur de sécurité de 564 m³ supplémentaires du fil de l'eau de la base d'entrée à la cote de débordement sur la digue soit avec la rétention déportée, une capacité de 1 323,87 m³ avant débordement sur la digue ». Ces volumes dans un unique bassin permettent de gérer les débordements. L'exploitant n'a donc pas eu besoin de créer une noue ceinturée par un merlon pour la gestion des débordements. Les débordements sont intégrés en volume présent dans la capacité de la rétention déportée.

L'inspection a bien constaté la présence des vannes en sortie des 3 chais. Un essai de fonctionnement d'une des 3 vannes a été réalisé avec succès. L'utilisation de ces vannes doit faire l'objet d'un affichage et doivent être intégrés dans le plan d'urgence du site pour en préciser la fonction et à quel moment, les manipuler.

Enfin, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les réseaux enterrés du réseau effluents étaient intègres et étanches pour permettre l'évacuation des effluents enflammés (en effet à date, aucun contrôle n'est réalisé). L'exploitant a indiqué procéder au curage de ces derniers, chaque mois de juin, pour laisser un libre écoulement et surtout permettre de respecter la barrière de sécurité passive qui consiste en l'évacuation de la QSP du chai en moins de 4 heures en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- réaliser un contrôle de l'intégrité et de l'étanchéité des réseaux enterrés effluents de son établissement et dans le cas où des défauts seraient observés, il définit un plan d'actions pour les résorber ;
- réaliser un curage des réseaux pour laisser un libre écoulement à l'intérieur de ces derniers pour permettre en outre l'évacuation de la QSP du chai en moins de 4 h en cas d'incendie ;
- créer des affichages au niveau des zones de manœuvres des vannes en sortie de chais pour en préciser la fonction et de mettre à jour le plan d'urgence du site pour préciser les conditions de manœuvre de ces vannes et leur utilité ainsi que le moment de leur manœuvre selon l'état du sinistre en cours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Regards siphoides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les chais sont équipés de regards siphoides (regards étouffoirs) judicieusement placés afin d'éviter tout retour d'effluents enflammés ; ces regards spécifiques permettent de s'opposer à la propagation d'incendie par les réseaux.

Ces regards doivent être constamment maintenus en eau pour être opérationnels. L'exploitant vérifie tous les mois que la garde hydraulique est suffisante et les appoints nécessaires sont réalisés. Ces derniers font l'objet d'une traçabilité ad hoc.

Constats :

Des regards siphoides sont présents sur site (un pour l'aire de dépotage et un par chai). Un contrôle par sondage par l'inspection a permis de démontrer que la garde hydraulique de ces derniers était suffisante (coude plongeur immergé).

L'exploitant a déclaré contrôler périodiquement la hauteur d'eau dans ces ouvrages. L'inspection n'a cependant pas vérifié la traçabilité qui en était faite (a priori mensuelle selon l'exploitant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Events cuves inox – surpression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1900, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'évents correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

...

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'évents, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément Aux normes en vigueur.

Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Constats :

La visite des installations du chai B a permis de montrer que les cuves inox étaient bien munies de trous d'hommes qui n'étaient pas verrouillés.

L'exploitant a précisé que la société SOCOTEC a été mandatée pour contrôler la conformité de la surface des événements / trous d'homme de surpression de chaque cuve pour s'assurer de l'impossibilité physique que survienne le phénomène dangereux de pressurisation de cuves.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accès pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2024, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté d'au moins 3 accès (portails...) permettant au SDIS d'accéder au sein de l'établissement. Ces accès sont matérialisés sur le plan en Annexe I.

Sur les 3 accès, un accès est créé pour permettre d'accéder rapidement à la réserve incendie de 750 m³ et de permettre aux engins du SDIS de se raccorder aux lignes d'aspiration dédiées.

Constats :

L'inspection a bien constaté la présence des 3 accès pompiers requis et détaillés sur le plan en annexe de l'APC de 2024.

En outre, le 3^{ème} accès permettant de se rendre à la réserve de 750 m³ a bien été créé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Accès site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Constats :

Le site est correctement clôturé et aucun défaut de la clôture n'a été constaté par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Contrôle annuel des installations électriques.

Présence d'interrupteurs généraux sur les chais permettant de couper l'alimentation électrique des installations de stockage sauf celle des moyens de secours. Ils sont installés à proximité d'une issue de secours et à l'extérieur du chai. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques.

Dispositifs a minima IP 55 dans les chais.

Les équipements métalliques sont mis à la terre.

Chaque aire de chargement / déchargement d'alcools dispose d'une prise de terre pour le camion-citerne.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports suivants :

- certificat Q18 pour le contrôle des installations électriques du 12/04/2024 : le certificat conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. De plus, il est indiqué que la vérification a été complète ;
- certificat Q19 pour le contrôle thermographique des armoires électriques du 04/04/2024 : aucune anomalie n'a été observée.

De plus, le certificat Q18 intègre bien le fait que le DRPCE et le plan des zones à risque incendie ont été présentés au contrôleur.

Le contrôle des installations électriques respecte bien la fréquence annuelle.

Lors de la visite des installations, il a été aussi constaté que :

- l'aire de dépotage d'alcools utilisée située devant le chai B, est associée à une prise de terre pour les camions de dépotage ;
- les cuves inox de stockage du chai B disposent d'une mise à la terre ;
- les pompes de transfert d'alcool, mobiles, sont bien IP 55 sauf une pompe dédiée au mouvement d'eau pour les opérations de lavage des chais et d'épaulement des cuves.

L'inspection a constaté qu'une seconde aire de dépotage face au chai C existait avec prise de terre et des consignes détaillant les opérations nécessaires au dépotage. En revanche, cette aire de dépotage n'est pas raccordée à un regard siphon et au réseau effluents du site. L'exploitant a indiqué que cette aire n'est pas utilisée ;

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de retirer l'ensemble des consignes de dépotage au niveau de l'ancienne aire de dépotage devant les chais A et C ; dans la négative, il met en conformité l'aire en la raccordant au réseau effluents du site et à une rétention dûment dimensionnée.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 11 : Protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article / |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Vérifications visuelle et complète des dispositifs de protection foudre. |
| Constats : <p>Les études foudre (ARF et ETF) ont été mises à jour en décembre 2024.</p> <p>Dans les conclusions de l'ARF, il est indiqué que les besoins suivants sont identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'un système de protection et d'une liaison équipotentielle foudre de niveau de protection II pour les chais A, B et C. - la mise en place d'une protection contre les surtensions de niveau de protection IV des pompes associées aux RIA. - la mise en place d'une protection contre les surtensions de niveau de protection IV du transpondeur téléphonique relayant les alarmes. <p>L'ETF conclut que les travaux suivants sont à mener:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage sur le mur coupe séparant les chais A et B, possédant une avance à l'amorçage de 60 µs dépassant d'au moins 5 m les chais. - l'installation d'un parafoudre de type 2 sur l'alimentation électrique principale du TGBT situé au local technique, - l'installation d'un parafoudre de type 1 sur les alimentations électriques principales des TD des chais A, B et C situés en entrée des chais, - l'installation d'un parafoudre de type 3 ou 2 sur l'alimentation électrique du transpondeur téléphonique situé au local technique, - la mise en équipotentialité avec le réseau de terre électrique des canalisations métalliques entrantes dans les chais A, B et C. <p>Au jour de l'inspection, les travaux étaient en cours de réalisation (un technicien était sur site pour finaliser l'installation du paratonnerre et les conducteurs de descente associés). L'exploitant a précisé que les travaux seront finalisés au plus tard pour la fin du mois de mars 2025.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre les justificatifs (DOE...) de réalisation de l'ensemble des travaux foudre sur le site de Luprie. L'exploitant devra réaliser une vérification complète initiale des installations de protection foudre au plus tard 6 mois après la fin des travaux de mise en conformité.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 12 : Alarme incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Chaque chai est équipé d'un système de détection automatique d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance. Sur chaque site, le personnel dispose d'un moyen d'appel de la personne chargée de la surveillance. |
| Constats : Une vérification par la société OPTI SECURITE est réalisée pour vérifier la conformité du système anti-intrusion et de la détection incendie du site. En outre en avril 2024, le contrôle annuel du dispositif anti-intrusion n'a pas révélé d'anomalies. La vérification semestrielle de septembre 2024 de la détection incendie, y compris du test de déclenchement des sirènes, n'a pas révélé d'anomalies. La visite des installations a permis de relever que la centrale de détection incendie (SSI) était alimentée (sous tension) et qu'aucun dérangement des zones de la détection dans les chais n'était présent. Lors de l'inspection, un essai de bon fonctionnement de l'alerte (alarme incendie) a été réalisé avec succès. Un membre de la sécurité ORECO est venu sur site pour procéder à la levée de doute et acquitter l'alarme. L'alarme était bien audible en extérieur des chais. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Extincteurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Chaque chai est doté d'extincteurs portatifs de telle sorte que la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne soit jamais supérieure à 15 m. Leur puissance est a minima 144 B. |
| Constats : La société ABC Feu est venue contrôler les extincteurs des chais A, B et C du site le 31/01/2025 ; des extincteurs 50 kg sur roue ont été contrôlés. Le rapport de contrôle détaille que plusieurs extincteurs sont à remplacer pour divers motifs : choc sur la cuve, suite à de la corrosion... L'exploitant a indiqué que les extincteurs avaient été remplacés. La visite des installations a permis |

| |
|---|
| de relever que les extincteurs présents ne présentaient pas de défauts apparents. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Désenfumage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Tout chai doit comporter dans son tiers supérieur, un dispositif de désenfumage dont, la surface doit être au moins égale à 1/300 de la surface du chai au sol sans être inférieure à 1 m². |
| Constats : Le désenfumage des 3 chais a été contrôlé par la société ABC Feu le 06/02/2025. La vérification ne consigne aucune anomalie sur le désenfumage mais ne détaille pas la conformité des exutoires en termes de nombre et de surface utile d'évacuation. Le prochain contrôle réglementaire devra permettre d'aborder ce point et devra être consigné dans le rapport de vérification. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Circulation des pompiers

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies permettent l'évolution des engins du SDIS. Article 6.2.1.2/3 : caractéristiques des voies engins : -largeur de la bande de roulement : 3 m ; -hauteur libre de 3,5 m. |
| Constats : La visite des installations a permis de constater le respect des caractéristiques des voies engins du SDIS et de l'absence d'entrave de celles-ci. En outre, des travaux ont été réalisés de sorte que les trois quarts du périmètre autour des chais accolés soit accessible par une voie engins par le SDIS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Circulation dans les chais – évacuation personnel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : A l'intérieur des chais, les allées de circulation sont maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel et son évacuation ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Article 6.2.2.4 : Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées. |
| Constats : Les accès et les issues de secours étaient bien dégagées. De plus à l'arrière des chais, des escaliers ont été créés pour permettre d'évacuer les chais en toute sécurité depuis les issues de secours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 17 : Stockages d'alcools extérieurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2009, article 6.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Prescription contrôlée : Pour les stockages extérieurs : La distance d'éloignement des stockages extérieurs et de la cuvette de rétention associée susceptible de contenir des effluents enflammés est au moins égale au double de celle calculée pour les chais. |
| Constats : Aucun stockage d'alcools n'est présent en extérieur. Ce type de stockage n'est pas autorisé et n'est pas pris en compte dans les études de dangers du site. Dans le cas où des stockages d'alcools extérieurs seraient souhaités, l'exploitant devra le porter à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaire. Il est également rappelé que pour des cuveries d'une capacité supérieure à 30 m ³ , un système d'extinction automatique d'incendie dopé doit être installé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |